



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale  
Hauts-de-France, après examen au cas par cas,  
sur l'élaboration du zonage des eaux pluviales  
de la commune de Pavant (02)**

n°MRAe 2022-6267

## Décision après examen au cas par cas

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement, le 26 juillet 2022, en présence de Philippe Ducrocq, Hélène Foucher, Philippe Gratadour et Valérie Morel,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-4, R122-17 et R.122-18 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 relatif au référentiel des principes d'organisation et de fonctionnement des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes), déposée complète le 3 juin 2022 par la commune de Pavant, relative à l'élaboration du zonage des eaux pluviales de la commune de Pavant (02) ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 6 juillet 2022 ;

Considérant que le zonage des eaux pluviales de la commune de Pavant prévoit notamment :

- une zone englobant les zones urbanisées et à urbaniser, avec application de la règle du zéro rejet dans le réseau existant, ou vers le domaine public pour toute modification de l'imperméabilisation (construction, extension...) : dans cette zone, sauf justification de non faisabilité de l'infiltration, des mesures de régulation sont obligatoires et toute imperméabilisation supplémentaire doit faire l'objet d'une étude spécifique à la parcelle, visant à limiter l'impact de l'imperméabilisation et à préserver la qualité du milieu récepteur ;
- la régulation du rejet des eaux de ruissellement dans le réseau d'eaux pluviales à un débit de fuite maximum de 2 litres/seconde/hectare pour une pluie d'occurrence 20 ans ;
- la préservation et le renforcement des capacités de rétention des eaux de ruissellement au travers notamment la création de zones de décantation et de traitement des eaux pluviales, le maintien d'un réseau de fossés en bon état et la préservation des zones humides ;

Considérant les dysfonctionnements en matière de gestion des eaux pluviales, liés au dimensionnement insuffisant du réseau actuel et à un entretien insuffisant des ouvrages ;

Considérant la présence sur la commune d'un forage d'alimentation en eau potable (AEP) et des périmètres de protection mis en place via une déclaration d'utilité publique ;

Considérant que la commune est limitrophe des périmètres de protection des captages de la commune de Saulchery et à proximité des périmètres de protection des captages de la commune de Nogent l'Artaud faisant l'objet de déclarations d'utilité publique ;

Considérant qu'au regard de la localisation et la nature du projet présenté, de la présence de plusieurs captages sur le secteur, ce projet de zonage des eaux pluviales nécessite une expertise hydrogéologique effectuée par un hydrogéologue agréé afin de s'assurer de l'absence d'impact sur la ressource en eau ;

Considérant les enjeux d'inondations en lien avec le ruissellement et les coulées de boues et la nécessité de préciser les travaux envisagés pour améliorer la gestion des eaux pluviales et leurs impacts, y compris pour les secteurs déjà urbanisés ;

Considérant que la question des eaux pluviales doit être analysée à une échelle systémique supérieure à celle de la commune ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet d'élaboration du zonage des eaux pluviales sur la commune de Pavant est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

## **DÉCIDE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, l'élaboration du zonage des eaux pluviales de la commune de Pavant, présentée par la commune de Pavant, est soumise à évaluation environnementale.

### **Article 2**

Les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de l'évaluation environnementale sont explicités dans les considérants de la présente décision. Ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement.

### **Article 3**

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

#### Article 4

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale.

Fait à Lille, le 26 juillet 2022

Pour la mission régionale d'autorité  
environnementale Hauts-de-France,  
Le président de séance



Philippe GRATADOUR

#### Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale  
DREAL Hauts-de-France  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE CEDEX

Une décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.